

Nouvelle querelle sur le programme des services de garde

Ottawa (PC) — Un nouveau front de la querelle fédérale-provinciale sur les services de garde s'est ouvert hier lors d'une conférence qui s'est tenue à Ottawa.

La ministre fédérale des Ressources humaines et du Développement social, Diane Finley, a refusé net de verser aux provinces les 250 millions \$ par année que les conservateurs se sont engagés à dépenser, à compter de 2007-08, pour favoriser la création de places en garderies dans les entreprises et les organismes communautaires.

«Comme nous offrons déjà ces services, j'ai fait valoir la position

du Québec, qui est d'obtenir un droit de retrait du programme avec pleine compensation», a déclaré la ministre québécoise de la Famille, Carole Thériault, en rappelant qu'il s'agissait d'un champ de compétence provinciale.

Or, lors d'une conférence de presse, la ministre fédérale s'est montrée quasi inflexible, s'en prenant même à l'efficacité des gouvernements provinciaux. «Nous ne voulons pas voir davantage de fonds être gaspillés dans l'administration, a-t-elle martelé. Cet argent ira directement aux organisations afin de nous assurer que les places seront créées.»